

# De l'Inde à l'Ile-de-France, l'accaparement des terres se poursuit

7 mai 2014 / Barnabé Binctin (Reporterre)



Accompagné de Rajagopal, leader paysan indien, EELV a visité le plateau de Saclay , près de Paris. Un projet de « *Silicon Vallée* » va y dévorer des centaines d'hectares d'excellentes terres agricoles. En France comme en Inde, la lutte pour sauvegarder les terres est la même.

---

---

► *Saclay (Essonne), reportage*

Quel est le point commun entre le plateau de Saclay et les élections européennes ? Selon Europe Ecologie-Les Verts (EELV) : l'accaparement des terres. En faisant visiter ce lundi le projet de pôle scientifique et technologique de Saclay à Rajagopal P .V., que certains **comparent au Mahatma Gandhi** pour son combat non-violent aux côtés des paysans sans terres, le parti écologiste voulait montrer la dimension mondiale du problème de la disparition des terres agricoles. En période électorale, l'occasion d'affirmer qu'une autre Europe permettrait de stopper ce gaspillage.



Le leader des luttes paysannes en Inde, qui a poussé en 2012 l'Etat fédéral à s'engager dans une grande réforme agraire **grâce à une marche pacifique**, est venu soutenir EELV. Un juste retour des choses, selon lui : *« Les Verts sont proches des valeurs de Gandhi. Ils ont accompagné des combats importants en Inde, contre Coca-Cola ou contre l'esclavage des enfants par exemple »*, explique-t-il en conférence de presse, assis à côté de Karima Delli qui avait participé en tant que députée européenne EELV à la Jan Satyagraha, la fameuse marche des pauvres de 2012. Rajagopal souligne par ailleurs l'importance de luttes communes, contre le nucléaire par exemple, ou contre l'accaparement des terres.

Car en Inde, la situation de l'agriculture est préoccupante dans un pays où la population reste très majoritairement rurale. Rajagopal rappelle un chiffre : 200 000 paysans s'y suicident

chaque année. En cause, une propriété foncière rendue particulièrement vulnérable par les réformes de libéralisation de l'économie **au début des années 1990**, qui favorisent l'accaparement des terres par les puissants et l'insécurité alimentaire des pauvres. « *Que ce soit au nom des agrocarburants, des routes ou de nouveaux centres commerciaux, les causes de l'appropriation foncière sont nombreuses* », précise Rajagopal.



Depuis, plusieurs projets ont donc détruit des milliers d'hectares de terres agricoles et plongé les paysans indiens dans la plus grande pauvreté, malgré des mouvements de protestation comme **dans l'Orissa en 2005**. C'est pour leur donner les moyens de s'organiser collectivement qu'il a fondé l'association **Ekta Parishad**, qui milite pour un contrôle populaire des terres et des ressources naturelles essentielles au mode de vie.

Si les contextes économiques et sociaux diffèrent selon les pays, Rajagopal souligne qu'il s'agit d'un phénomène international : « *Lorsque je suis allé à Notre Dame des Landes l'an dernier, j'ai constaté la même lutte pour la terre, pour qu'elle ne soit pas aux mains de quelques-uns au détriment des populations locales* ».

Rajagopal en fait une nouvelle fois l'expérience à Saclay. Sur le terrain, il peut constater le début des travaux visant à établir un grand « *cluster* » scientifique et technologique, un « *écosystème de l'innovation de rayonnement mondial* » selon les termes du **Schéma de développement territorial de Paris-Saclay**. Sorte de « *Silicon Valley* » parisienne, le projet réunirait 12 000 chercheurs et 30 000 étudiants au sein des plus grandes écoles ici regroupées : HEC, l'ENS Cachan, AgroParisTech, l'École des Mines, ou encore le CNRS, l'INRA, et Centrale qui rejoindraient Polytechnique ou Supélec, déjà présents sur place, à côté du CEA, de Thalès ou du centre de recherche de Danone.



Problème, l'aménagement conséquent à un tel projet – tant en termes de transport (un métro aérien est prévu, pour un coût de 2,7 milliards d'euro) que de logements – doit détruire plusieurs hectares de terres agricoles. Bien qu'un décret arraché de haute lutte le 31 décembre dernier **en ait sanctuarisé certaines**, trois cent cinquante hectares restent sous la menace du plan d'urbanisation. Il s'agit pourtant de terres parmi les plus fertiles de France : elles n'ont pas « *eu besoin d'être arrosées lors de la sécheresse de 2003, grâce à la nature très particulière du sol, qui retient l'humidité grâce à l'argile en dessous de la couche d'humus* », dit Laurent Sainte-Fare Garnot, responsable de Terres Fertiles, une SCI créée dans le but de préserver des terres de l'urbanisation.

### **Le gaspillage des terres agricoles en Ile-de-France**

Alors que ces champs alimentent aujourd'hui la plus grosse Amap d'Ile-de-France – **Les Jardins de Cérès** avec ses 300 adhérents – Pascal Durand y voit là un symbole de société : « *Nous sommes dans cette logique récurrente des grands projets inutiles, où le vivant, humains et terres agricoles, est toujours sacrifiés au nom de l'urbanisation et d'une 'productivité' qui ne fonctionne en réalité que si elle est subventionnée* ». Pendant ce temps-là, l'Ile-de-France a perdu une exploitation sur cinq en dix ans, et les surfaces agricoles représentent désormais moins de la moitié de la région. « *Alors qu'elles étaient historiquement un grenier pour la région, nos terres franciliennes ne subviennent plus qu'à 10 % de notre alimentation en Ile-de-France... On nous vend le progrès, mais ce modèle est dépassé* », dit Claudine Parayre, **militante contre le Grand Paris**.

Devant une des rigoles qui permettaient à l'époque d'alimenter le château de Versailles sous

Louis XIV et désormais menacée par le projet, Rajagopal encourage les quelques militants EELV réunis pour l'occasion : « *Vous devez continuer à résister et porter les valeurs de Gandhi dans votre combat* », citant le célèbre aphorisme du Maître : « *Il y a assez de tout dans le monde pour satisfaire aux besoins de l'homme, mais pas assez pour assouvir son avidité* ».

Pour Eva Joly, candidate EELV aux européennes en Ile-de-France, l'accaparement des terres ne résulte de rien d'autre qu'une politique néo-coloniale : « *En Ethiopie, au Sénégal, à Madagascar, au Brésil comme en Inde, ces maux sont souvent le fait de grandes multinationales occidentales, chinoises ou du Golfe, qui font du profit sur le dos des populations locales* ». S'appuyant sur son expérience à la présidence de la Commission Développement au Parlement européen, elle défend une action à l'échelle communautaire : « *Pour lutter contre les agissements de ces multinationales, il faut travailler sur un ensemble d'outils. Cela passe par des directives, sur les agrocarburants ou sur la qualité de l'eau par exemple. Cela passe par une politique de développement renforcée, plus attentive à ne pas financer des projets destructeurs. Cela passe aussi par des rapports et des missions d'enquête sur la transparence, alors que beaucoup d'Etat passent des contrats de location avec ces multinationales en toute opacité... Tous ces leviers sont européens* ».

Pascal Durand, la tête de liste, corrobore, même si les compétences dans le dossier de Saclay restent essentiellement nationales : « *A travers notre opposition, il s'agit de porter au Parlement européen un modèle de développement qui n'est celui d'aucun autre* ».

Le sujet n'intéresse pas les "grands médias", et seule l'AFP s'était déplacée. « *L'attention médiatique est phagocytée par le FN, observe l'attaché de presse ; on a beaucoup de mal à mobiliser sur des sujets de fond. Alors vous imaginez, pour parler d'accaparement des terres...* »

**Source :** Barnabé Binctin pour *Reporterre*.

### **Illustrations :**

- . photos : Barnabé Binctin
- . schéma : [Paris Valley](#)

**Lire aussi :** [Lutte contre le gaspillage des terres : les progrès incertains de la loi ALUR.](#)

**Ecouter :** *Rajagopal, Qu'apporte au mouvement écologique la vision gandhiste ?*

---

Pour une information libre sur l'écologie, soutenez *Reporterre* :



- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/De-l-Inde-a-l-Ile-de-France-l>